



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/02/2018

Publication : 06/02/2018

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2018.01/16

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 29 janvier 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	27
Nombre de Pouvoirs	6
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **02 février 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **29 janvier** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 janvier, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir D.05), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Stéphanie **ONFROY**, Franck **DORAY** (à partir D.20), Liliane **HIPPERT**, Frédéric **LE CAM**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Dominique **THINNES** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Pascal **LEFEVRE**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Marie-Paule **DESHAYES**
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Juliette **LOZACH** donne pouvoir à Stéphanie **ONFROY**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 29 janvier 2018

2018.01/16

URBANISME - DECLASSEMENT D'UN ESPACE VERT SITUE AU DROIT DU 68 AVENUE PRESIDENT WILSON - ALIGNEMENT NOUVEL INTERMARCHE – ADOPTION - AUTORISATION

Monsieur Dominique THINNES, Adjoint au Maire – La Société l'Immobilière Européenne des Mousquetaires, propriétaire des parcelles cadastrées BC 57, 335, 345 et AZ 264 a terminé les travaux de création du nouvel INTERMARCHE. Lors de ces travaux, le géomètre missionné par la Société l'Immobilière Européenne des Mousquetaires, a constaté une implantation de la clôture de l'ex maison de retraite du docteur Chevallier 4 m en profondeur à l'intérieur du domaine public de l'avenue du président Wilson. C'est pourquoi, la Société l'Immobilière Européenne des Mousquetaires a sollicité la Ville de Montivilliers aux fins de cession de cette bande de terrain de 4 m de profondeur sur environ 110 m de longueur.

Cette bande de terrain d'une surface d'environ 448 m² appartient au domaine public. Elle est clôturée. Elle n'est ni affectée à l'usage direct du public, ni affectée à un service public. Ce projet ne modifiant ni les conditions de circulation ni de desserte (le déclassement ne concerne pas une voie), il n'y a pas lieu de procéder à une enquête publique.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

CONSIDERANT

- Que cette bande de terrain d'une surface d'environ 448m², appartient au domaine public, est clôturée et n'est ni affectée à l'usage direct du public, ni affectée à un service public ;
- Que le déclassement ne donne pas lieu à une enquête publique puisque ce projet ne modifie ni les conditions de circulation, ni de desserte (le déclassement ne concerne pas une voie) ;

Sa commission municipale n°3, Urbanisme, Habitat, Développement Economique réunie le 17 Janvier 2018, ayant donné un avis favorable ;

VU le rapport de M. l'Adjoint au Maire, chargé de l'urbanisme, de l'habitat, des marchés publics, et des travaux bâtiments ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- d'autoriser Monsieur Le Maire à approuver le déclassement de cette bande de terrain de 448 m² environ du domaine public communal et de procéder à son classement dans le domaine privé de la commune.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire



